

*Première grosse délivrée au ministre de la Santé  
Dr Allassane SEIGOU rep/ SODABI G. Nicolai, le 09/06/2017*

N° 006/CA du répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N° 2015-56/CA du greffe

COUR SUPREME

Arrêt du 19 janvier 2017

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Affaire :

Ordre National des Pharmaciens  
du Bénin (ONPB)

C/

Ministre de la Santé



La Cour,

Vu la requête valant mémoire ampliatif en date à Cotonou du 02 mars 2015 enregistrée au greffe de la Cour suprême sous le numéro 0199 /GCS, par laquelle l'Ordre National des pharmaciens du Bénin (ONPB) ayant son siège à Cotonou, quartier Akpakpa Abattoir, 05 BP 1834 Tél 22 15 25 02/95 53 18 56/94 62 29 89, agissant aux diligences de sa présidente nouvellement réélue madame Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU, assisté de maître Issiaka MOUSTAFA sollicite l'annulation des arrêtés N°0689/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA portant modalités d'organisation des élections relatives au renouvellement des conseils centraux et du conseil national de l'ordre des pharmaciens du Bénin du 09 décembre 2014 et l'arrêté N°0691/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA portant rectificatif de l'arrêté N°0689/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA portant modalités d'organisation des élections relatives au renouvellement des conseils centraux et du conseil national de l'ordre des pharmaciens du Bénin du 18 décembre 2014 ;

Vu le reçu N°4799 du 05 mai 2015 constatant le paiement de la consignation par le requérant ;

Vu la lettre N°0549/GCS du 19 mars 2015 du greffier en chef de la Cour suprême, par laquelle la requête introductive d'instance valant mémoire ampliatif a été transmise à madame le Ministre de la Santé pour ses observations ;

Vu la lettre N°4195//GCS du 17 septembre 2015, par laquelle le mémoire en réplique du Ministre de la santé a été communiqué au conseil de l'Ordre national des pharmaciens du Bénin ;

Vu la lettre en date du 15 octobre 2015 enregistrée sous le numéro 0826/GCS du 19 octobre 2015, par laquelle l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin a, par l'organe de son conseil déclaré s'en tenir à ses déclarations contenues dans son mémoire ampliatif en date du 02 mars 2015 ;

Vu la loi N° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi N° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu la loi N° 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, administrative, sociale et des comptes en République du Bénin ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Huguette Th. BALLEY-FALANA** en son rapport ;

Où le Procureur Général **Nicolas ASSOGBA** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

## **EN LA FORME**

### **Sur la recevabilité**

Considérant que le requérant soutient :

Que l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin a été créé par l'ordonnance N°73-38 du 21 avril 1973 portant création et organisation des Ordres Nationaux des Médecins, des Pharmaciens, Chirurgiens Dentistes et des Sages-femmes, modifiée par l'ordonnance N°73-59 du 24 avril 1973 ;

Qu'il résulte des dispositions des articles 2, 75 et 76 de cette ordonnance que la profession de pharmacien est gérée et administrée par les conseils centraux de chaque section, lesquels



sont supervisés par le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (CNOP) ;

Que selon les dispositions de l'article 87 de l'ordonnance 73-38 du 21 avril 1973 « ...l'élection des membres du conseil national de l'ordre siégeant au titre des sections A, B, C et D est effectuée au second degré par les membres des conseils » ;

Qu'il résulte de ces dispositions que l'assemblée générale élit au prime abord les membres des différents conseils centraux qui élisent ensuite les membres du Conseil National de l'Ordre (CNOP) ;

Que l'organisation pratique des élections est assurée par le conseil national de l'Ordre sortant ;

Que l'article 94 de l'ordonnance 73-38 du 21 avril 1973 dispose : « Des arrêtés du Ministre de la Santé Publique fixent les modalités et les dates d'élection et de nomination aux différents conseils de l'Ordre des pharmaciens sur proposition du conseil national de l'Ordre ; les représentants au conseil de l'Ordre des sections et diverses catégories de pharmaciens sont élus par les professionnels de ces mêmes sections et catégories » ;

Que conformément à cette disposition et à la pratique le CNOP élargi aux conseils centraux a adopté un projet d'arrêté qui a été transmis par courrier N°233/ONPB/CM/PCN/SG/14 en date du 04 décembre 2014 au ministre de la Santé ;

Que contre toute attente, ce dernier a signifié au CNOPB par exploit d'huissier l'arrêté N°0689/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA en date du 09 décembre 2014 portant modalités d'organisation des élections relatives au renouvellement des conseils centraux et du conseil national de l'ordre des pharmaciens du Bénin et visant un relevé N°22 extrait des décisions prises par le conseil des ministres alors que l'intervention de cet organe n'est pas prévu par les textes ;

Que l'arrêté n'a pas pris en compte la proposition du CNOPB et a mis en place une commission électorale ordinale illégale au sein de laquelle siègent des syndicats ;

Que suite au recours gracieux exercé par lettre en date du 16 décembre 2014 de l'ordre des pharmaciens du Bénin, le ministre de la Santé a pris l'arrêté N°0691/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/CEO/SA portant rectification de l'arrêté N°0689/MS/DC/SGM/



8

7

CTJ/DPMED/DA/SA portant modalités d'organisation des élections relatives au renouvellement des conseils centraux et du conseil national de l'ordre des pharmaciens du Bénin du 18 décembre 2014 ;

Que compte tenu des nombreuses irrégularités de cet arrêté, un recours gracieux a été adressé le 23 décembre 2014 au ministre de la Santé ;

Que malgré ces nombreuses irrégularités les élections ordinaires ont été organisées au palais des congrès à Cotonou par l'organe d'une commission électorale ordinaire le 27 décembre 2014 ;

Qu'un bureau du CNOPB a été mis en place avec à sa tête Henri Charles AÏNADOU ;

Que ces élections ne sauraient être valables ;

Que par contre à l'issue des élections régulièrement organisées par le Conseil de l'Ordre les 27 décembre 2014 et 08 janvier 2015, docteur Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU a été réélu en qualité de président ;

Que le présent recours est recevable pour avoir été exercé dans les formes et délais prévus par la loi ;

Que les arrêtés pris par le Ministre de la Santé ont violé les dispositions des articles 2, 30, 75, 76, 87 et 94 de l'ordonnance 73-38 du 21 avril 1973 ;

Que le quorum n'était même pas atteint pour tenir une assemblée générale électorale avant que les élections n'aient lieu ;

Qu'il y a eu détournement de pouvoir en ce que les arrêtés sur la base desquels les élections ont été organisées ont été pris pour favoriser particulièrement les personnes qu'ils concernent et régler des comptes ;

Qu'il est établi que le détournement de pouvoir entraîne immédiatement l'annulation de l'acte administratif ;

Qu'en égard à tout ce qui précède, il y a lieu d'annuler les arrêtés querelés ;





Que les arrêtés querellés ont été pris en violation de la loi ;

Considérant que le ministre de la Santé soutient que les arrêtés querellés ont été pris et les élections organisées le 27 décembre 2014 conformément aux dispositions légales et réglementaires ;

Considérant que le recours a été introduit par madame Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU, président nouvellement réélue de l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin ;

Considérant qu'elle fait observer que l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin est une personne morale de droit privé ayant la capacité d'ester en justice ;

Qu'à l'issue des élections régulièrement organisées par le Conseil de l'ordre les 27 décembre 2014 et 08 janvier 2015, elle a été réélue en qualité de président de l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin ;

Qu'elle a introduit le 16 décembre 2014 un recours gracieux contre l'arrêté N°0689/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/SA du 09 décembre 2014 et le 26 décembre 2014, un autre recours contre l'arrêt N°0691/MS/DC/SGM/CTJ/DPMED/DA/CEO/SA du 18 décembre 2014 ;

Considérant que le mandat du Bureau du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens du Bénin dont la requérante est le président a pris fin le 16 janvier 2015 ;

Considérant que Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU a saisi la haute Juridiction en qualité de président nouvellement élu de l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin ;

Considérant que la légitimité de l'Ordre National des Pharmaciens du Bénin dont la requérante déclare être la présidente est sujette à caution ;

Que le ministre de la Santé, autorité de tutelle de l'Ordre conteste la régularité des élections ayant conduit à la mise en place du Conseil de l'Ordre fondé par dame Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU ;

Qu'il ressort des pièces versées au dossier et des débats menés à l'audience que l'élection de la requérante n'est pas intervenue conformément aux dispositions de l'article 94 de



8 7

l'ordonnance N°73-38 du 21 avril 1973 portant création et organisation des ordres Nationaux des médecins, des pharmaciens, des chirurgiens dentistes et des sages-femmes qui dispose : « *des arrêtés du Ministre de la santé publique fixent les modalités et les dates d'élection et de nomination des différents conseils de l'ordre des pharmaciens, sur proposition du conseil National de l'ordre ...* » ;

Qu'il s'ensuit que l'intéressée ne peut se prévaloir de la qualité de président de l'ordre ;

Qu'il y a lieu de déclarer son recours irrecevable ;

**Par ces motifs**

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le recours pour excès de pouvoir introduit le 03 mars 2015 par Moutiatou TIDJANI TOUKOUROU est irrecevable ;

**Article 2** : Les frais sont mis à la charge du requérant ;

**Article 3** : Notification du présent arrêt sera faite aux parties, et au procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême composée de :

**Huguette Th. BALLEY-FALANA**, Conseiller à la chambre administrative,

**PRESIDENT;**

**Rémy Yawo KODO**  
et

**Régina ANAGONOU-LOKO**

} **CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix neuf janvier deux mille dix sept ; la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Nicolas ASSOGBA,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Philippe AHOMADEGBE,**

**GREFFIER.**



Et ont signé,

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,

Huguette Th. BALLEY-FALANA

Philippe AHOMADEGBE



Enregistré à P/Novo, le 12/05/12  
Fo 079 Case 299-1  
Réçu Trente mille Fro  
L'INSPECTEUR DE L'ENREGISTREMENT



Coffi SEGBEDJI ZENOU

